

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Extrait des délibérations de la séance du 27 janvier 2022

Sous la présidence de M. Stéphane Troussel, la Commission Permanente s'est assemblée au lieu ordinaire de ses séances.

ÉTAIENT PRÉSENTS :

M. Troussel, M. Guiraud, Mme Labbé, M. Bouamrane, Mme Azoug, M. Bedreddine, M. Constant, Mme Dellac, M. Blanchet, Mme Thibault, M. Duprey, Mme Laroche, M. Monot, M. Sadi, Mme Filhol, M. Taïbi, Mme Saïd-Anzum, Mme Girardet, M. Molossi, M. Dallier, Mme Lecroq, M. Cranoly, Mme Maroun, M. Martin P-Y, Mme Pietri, M. Bluteau, Mme Paul, Mme Choulet, M. Martin S., Mme Ségura, Mme Lagarde

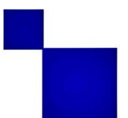
ÉTAIENT EXCUSÉS :

Mme Youssouf donnant pouvoir à Mme Azoug

Mme Denis donnant pouvoir à Mme Girardet

ÉTAIENT ABSENTS :

M. Monany, M. Chabani



Délibération n° 11-01 du 27 janvier 2022

RD 901 – TRAVAUX D'ENFOUISSEMENT DES RÉSEAUX AÉRIENS SOUS LE BOULEVARD CHARLES-DE-GAULLE ENTRE LA RD 931 ET LA RUE PARMENTIER À PIERREFITTE-SUR-SEINE – CONVENTION DE DÉLÉGATION DE MAÎTRISE D'OUVRAGE ET DE PARTICIPATION FINANCIÈRE ENTRE LE DÉPARTEMENT DE LA SEINE-SAINT-DENIS ET L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC TERRITORIAL DE PLAINE COMMUNE.

La commission permanente du conseil départemental,

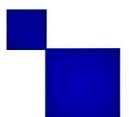
Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu la délibération du conseil départemental n° 2021-VII-24 du 1^{er} juillet 2021 lui donnant délégation,

Sur le rapport du président du conseil départemental,

après en avoir délibéré,

- APPROUVE la convention de délégation de maîtrise d'ouvrage et de participation financière, dont projet ci-annexé, pour des travaux d'enfouissement de réseaux aériens sous le boulevard Charles de Gaulle RD901 entre la RD 931 (Ex-RN 1) et la rue Parmentier, à conclure entre le département de la Seine-Saint-Denis et l'établissement public territorial de Plaine Commune ;



- CHARGE M. le président du conseil départemental de signer ladite convention, au nom et pour le compte du Département.

Pour le président du conseil départemental
et par délégation,

Adopté à l'unanimité : ✓	Adopté à la majorité :	Voix contre : 0	Abstentions : 0
Date d'affichage du présent acte, le		Date de notification du présent acte, le	Certifie que le présent acte est devenu exécutoire le

Le présent acte peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou publication.